



CA9600874

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 65

Tuesday, May 11, 1993

Chairperson: The Honourable John Bosley, P.C.

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 65

Le mardi 11 mai 1993

Président: L'honorable John Bosley, c.p.

CA9600874

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on**Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des*

External Affairs and International Trade

Affaires étrangères et du Commerce extérieur

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), consideration of nuclear dumping and testing in the Russian Arctic

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, examen de l'immersion de déchets nucléaires et les essais nucléaires en Russie septentrionale

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92-93Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992-1993

STANDING COMMITTEE ON EXTERNAL AFFAIRS AND
INTERNATIONAL TRADE

Chairperson: The Honourable John Bosley, P.C.

Vice-Chairmen: Jean-Guy Guilbault
Lloyd Axworthy

Members

David Barrett
Gabrielle Bertrand
Howard Crosby
Jesse Flis
Benno Friesen
André Harvey
Ricardo Lopez
Roy MacLaren
Svend Robinson
Christine Stewart
Walter Van De Walle—(14)

(Quorum 8)

Ellen Savage

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Président: L'honorable John Bosley, c.p.

Vice-présidents: Jean-Guy Guilbault
Lloyd Axworthy

Membres

David Barrett
Gabrielle Bertrand
Howard Crosby
Jesse Flis
Benno Friesen
André Harvey
Ricardo Lopez
Roy MacLaren
Svend Robinson
Christine Stewart
Walter Van De Walle—(14)

(Quorum 8)

La greffière du Comité

Ellen Savage

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 11, 1993
(73)

[Text]

The Standing Committee on External Affairs and International Trade met at 11:04 o'clock a.m. this day, in Room 269, West Block, the Chairman, John Bosley, presiding.

Members of the Committee present: Lloyd Axworthy, Gabrielle Bertrand, John Bosley, Jesse Flis, Benno Friesen, Ricardo Lopez and Christine Stewart.

Acting Member present: Bill Blaikie for Svend Robinson.

Other Member present: Walter McLean.

In attendance: From the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade: Bob Miller, Research Consultant.

Witnesses: From the Department of External Affairs: Barry Carin, Assistant Deputy Minister, Economic Policy and Trade Competitiveness; Ian Smith, Energy and Nuclear Affairs Division.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee commenced consideration of nuclear dumping and testing in the Russian Arctic.

The witnesses answered questions.

At 12:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Ellen Savage

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 11 MAI 1993
(73)

[Traduction]

Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, se réunit à 11 h 04, dans la salle 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de John Bosley (*président*).

Membres du Comité présents: Lloyd Axworthy, Gabrielle Bertrand, John Bosley, Jesse Flis, Benno Friesen, Ricardo Lopez, Christine Stewart.

Membre suppléant présent: Bill Blaikie remplace Svend Robinson.

Autre député présent: Walter McLean.

Aussi présent: Du Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur: Bob Miller, consultant de recherche.

Témoins: Du ministère des Affaires extérieures et du commerce extérieur: Barry Carin, sous-ministre adjoint, Politique économique et compétitivité du commerce; Ian Smith, Énergie et affaires nucléaires.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité commence à étudier l'immersion de déchets nucléaires et les essais nucléaires en Russie septentrionale.

Les témoins répondent aux questions.

À 12 h 15, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Ellen Savage

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 11, 1993

• 1104

The Chairman: This meeting of the Standing Committee on External Affairs and International Trade is called to order.

The order of the day, pursuant to Standing Order 108(2), is consideration of nuclear dumping and testing in the Russian Arctic. Our witness is from the Department of External Affairs, Mr. Barry Carin, who is Assistant Deputy Minister, Economic Policy and Trade Competitiveness. He is accompanied by Mr. Ian Smith, Director, Energy and Nuclear Affairs Division, of the same department.

Members have been provided with a map from the Department of Indian and Northern Affairs that Bob Miller found for us. The witnesses have brought—in English only, but we will circulate it for the moment—an inventory of radioactive material entering the marine environment, which I gather is a description of an information or data base that is being developed on these issues.

• 1105

Mr. Carin has indicated he does not have an opening statement but will respond to questions.

Let me start the questioning. This committee did a report on the old Soviet Union, which as part of its concerns raised the issue of what was going on in the Arctic between Canada and the Soviet Union. We had heard some rumours about testing and dumping, for which we couldn't get confirmation. What sparked this meeting was that about six or seven weeks ago Mr. Yeltsin admitted, or the Russians admitted, that there had been significant nuclear waste dumping in the Arctic and we wanted to be brought up to speed on how much there is, what are the risks, what Canada is doing about it, and what should Canada be doing about it. That's the theme we're interested in. How serious is the situation, and what are we doing about it?

Mr. Barry Carin (Assistant Deputy Minister, Economic Policy and Trade Competitiveness, Department of External Affairs and International Trade): With respect to how much, it's a difficult question. There's not a unit of measurement that's uniformly accepted. I think the most timely report out is a Russian report that is just going to be made available in the next few days. There's not an official English translation of a Russian report, I think called the Yablokov report, that was commissioned subsequent to the London convention meeting last November.

The international convention on dumping of these radioactive wastes has a group of the contracting parties that meets once a year. It met last November and the Russians agreed to provide a report. That is my understanding. We have

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 11 mai 1993

Le président: La séance du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur est ouverte.

L'ordre du jour, conformément à l'article 108(2) du Règlement, prévoit l'examen de l'immersion de déchets nucléaires et des essais nucléaires en Russie septentrionale. Nous accueillons du ministère des Affaires étrangères, M. Barry Carin, qui est sous-ministre adjoint, Secteur de la politique économique et de la compétitivité du commerce. M. Carin est accompagné de M. Ian Smith, directeur, Direction de l'énergie et des affaires nucléaires, au ministère des Affaires étrangères.

Les membres du comité ont reçu copie d'une carte du ministère des Affaires indiennes et du Nord que Bob Miller a réussi à dénicher. Les témoins ont apporté—en version anglaise uniquement, mais nous le ferons quand même distribuer en attendant—un inventaire des produits radioactifs qui se retrouvent dans l'environnement marin, lequel, d'après ce que l'on me dit, constitue le point de départ d'une base de données ou d'informations qui est en cours d'élaboration sur ce sujet.

M. Carin a dit qu'il n'avait pas de déclaration liminaire à faire, mais qu'il répondrait simplement à nos questions.

Permettez-moi d'être le premier à lui en poser. Notre comité a présenté un rapport sur l'ancienne Union soviétique, où il a notamment fait part de sa préoccupation au sujet de l'utilisation des eaux arctiques qui séparent le Canada de l'Union soviétique. Nous avons entendu parler d'essais nucléaires et d'immersion de déchets dans ces eaux, mais nous n'avons pas pu obtenir confirmation de ces rumeurs. Nous avons décidé de tenir cette séance après que M. Eltsine ou les Russes aient admis, il y a de cela quelque six ou sept semaines, que des quantités importantes de déchets nucléaires avaient été immergées dans les eaux arctiques. Nous tenions à obtenir une mise au point sur les quantités en cause, sur les risques et sur les mesures que le Canada a prises ou qu'il devrait prendre à cet égard. Voilà ce qui nous intéresse. Quelle est la gravité du problème et que faisons-nous pour y remédier?

M. Barry Carin (sous-ministre adjoint, Secteur de la politique économique et de la compétitivité du commerce, ministère des Affaires étrangères et du commerce extérieur): Pour ce qui est des quantités en cause, il est difficile de répondre à cette question. Il n'existe pas d'unité de mesure généralement reconnue. Je crois que le rapport le plus récent sur le sujet est celui qui vient d'être publié par la Russie et dont nous pourrions obtenir copie dans quelques jours seulement. Il n'existe pas encore de traduction anglaise officielle de ce rapport connu sous le nom de rapport Yablokov, qui a été commandé à la Russie à l'issue de la réunion de la Convention de Londres de novembre dernier.

La Convention internationale sur l'immersion de ces déchets radioactifs comprend un groupe de travail formé des parties contractantes qui se réunit une fois l'an. À sa réunion de novembre dernier, la Russie a accepté de préparer un rapport

[Texte]

the Russian original report available and it gives some indication of what the various dimensions of the problem are, but it's hard to encapsulate in a one-sentence answer how much it is. The report makes reference to things like 65,000 containers, 17 reactors from nuclear submarines having been dumped, 7 of them with spent fuel inside. Then with respect to their fleet—

The Chairman: Did you say 17 reactors?

Mr. Carin: Yes, 17 reactors, 7 with spent fuel inside. This is a second-hand report you're getting because this is a reading of the report. Well, it's worse than second-hand. It's third-hand. The Norwegian government has people who are clearly very concerned about it, Norwegian officials who've read the report in Russian and have communicated to our people in Oslo what's in it, and what I'm referring to you now is our Oslo people's report. Our expectation is that within a week or so we'll have an English translation of this thing, and I think it'll be publicly available. Anyway, there are 65,000 containers, 17 reactors, dumped.

The other problem is that the submarine fleet has a series of reactors that have to be decommissioned. The report refers to 140 of these. Our hope obviously is that these are not going to be dumped, that we'll have to find some storage solution. Then there are 20 reactors a year which need refuelling, so there's a question of the effluent materials.

As to actually what the volume is, I can't answer that. In terms of the risks, again we'd have to refer you to experts either in the Department of Environment or the Atomic Energy Control Board. I can't help much with respect to the question of the risks, although the material I've read so far with respect to the submarine that sank a couple of years ago is that the existing monitoring has demonstrated that so far there's been no risk to the marine environment from that one, but that's monitoring at a particular point in time.

• 1110

With respect to what we're doing about it, we're involved in several initiatives. We were an active participant at this London convention which called for the Russian report. It commissioned this report and it will be considering what to do about it. It instructs the International Atomic Energy Agency, which has headquarters in Vienna. It's been identified by the contracting parties to this London convention as the one competent international organization which has staff and scientific expertise. It's the organization that's got to deal with this in terms of coming up with concrete recommendations. It has an extensive work program and will be reporting at the 1993 meeting of the contracting parties to the London convention, which will take place again in November, I guess.

In addition, there's an initiative that I think commenced in 1989 and was noted as the Finnish initiative. The Arctic countries, with us, Denmark, Finland, Iceland, Norway, Russia, Sweden, and the Americans, based on a workshop in 1989 set up

[Traduction]

sur le sujet, d'après ce que j'en sais. Dans ce rapport, disponible en version originale russe, on donne une idée des dimensions du problème sur divers plans, mais il est difficile de résumer tout cela en une phrase. Le rapport fait état notamment de 65 000 conteneurs, de 17 réacteurs de sous-marins nucléaires qui ont été immergés, dont sept qui contenaient du combustible irradié. Puis, en ce qui concerne leur flotte. . .

Le président: Avez-vous bien dit 17 réacteurs?

M. Carin: Oui, 17 réacteurs, dont sept qui contenaient du combustible irradié. Il s'agit là d'informations de seconde main, puisqu'elles sont le résultat d'une interprétation du rapport. Pis encore, ce sont plutôt des informations de troisième main. Ainsi, des hauts fonctionnaires du gouvernement de la Norvège, manifestement très préoccupés par la question, ont lu le rapport en russe et ont fait part à nos représentants à Oslo de ce qu'il contient. Les informations que je vous livre nous ont été communiquées par nos représentants à Oslo. Nous prévoyons avoir une version anglaise du rapport d'ici environ une semaine, et cette version devrait être rendue publique. En tout cas, 65 000 conteneurs et 17 réacteurs ont été immergés.

L'autre problème vient de ce que la flotte de sous-marins comporte une multitude de réacteurs qui doivent être déclassés. D'après le rapport, il y en aurait 140. Naturellement, nous espérons qu'ils ne seront pas immergés, que nous pourrions trouver une solution de rechange pour leur entreposage. En outre, chaque année, 20 réacteurs doivent être ravitaillés en combustible, d'où le problème des effluents.

Pour ce qui est des quantités en cause, je ne saurais vous renseigner à ce sujet. En ce qui concerne les risques, là encore, nous devons vous demander de vous en remettre aux spécialistes du ministère de l'Environnement ou de la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Je ne peux guère vous renseigner sur les risques, bien que, d'après les documents que j'ai lus jusqu'à maintenant relativement au sous-marin qui a coulé il y a de cela quelques années, les activités de surveillance existantes n'ont encore révélé aucun effet nocif pour l'environnement marin, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une surveillance ponctuelle.

En réponse à la deuxième partie de votre question, je me permets de signaler que nous prenons part à plusieurs initiatives et que nous avons participé activement à la réunion de la Convention de Londres qui a commandé le rapport qu'elle étudiera par la suite. Cette convention énonce le mandat de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont le siège social se trouve à Vienne et que les signataires considèrent comme l'organisme international compétent en la matière. Les scientifiques que comptent l'AIEA possèdent les connaissances voulues pour proposer des recommandations concrètes dans ce domaine. Ceux-ci feront rapport de leurs activités à la réunion de 1993 des parties contractantes à la convention de Londres, qui est prévue encore une fois en novembre, je crois.

En outre, la Finlande a lancé une initiative en 1989 qui a abouti à la mise sur pied d'un programme de surveillance d'envergure. Les pays de l'Arctique, soit le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède de même

[Text]

an extensive monitoring program in which we're involved. There's a series of meetings which I can detail in terms of the various task forces that are meeting over the summer. Then there's a ministerial meeting in Greenland in September of this year to deal with it from the perspective of the Arctic countries.

My understanding is that under an informal bilateral arrangement Fisheries and Oceans has with the Russians, they have sediment samples from some of the particularly sensitive areas and they're in the process of being analysed.

That's what we're doing, and I think I should stop there.

The Chairman: The London convention is what? What does that mean? Is it a convention of governments, of departments of energy, or departments of external affairs?

Mr. Carin: In the reference document, which unfortunately we have in English only, there's a little box on the third page of it.

The Chairman: We had better pass these out. They haven't been passed out because they are in English only. They came from the department as a copy of a backgrounder. Is it all right if I distribute it? It hasn't been translated yet, because it came at the last minute.

Some hon. members: Agreed.

Mr. Carin: I believe it's a convention ratified not by departments. It's a formal international convention ratified by governments.

The Chairman: And this is this London dumping convention referred to on page 26?

Mr. Carin: That's correct. This is a group that has an annual meeting of contracting parties. This is a group that at its meeting last November commissioned the Russians to do the inventory. You may have seen reports of the results of that inventory, designated either as the Yablokov report—

The Chairman: Yes.

Mr. Carin: I believe Greenpeace circulated the results of that. We don't have a formal English translation of it yet.

The Chairman: Who is responsible for this convention in terms of operations? Is it External Affairs or Atomic Energy or Environment Canada?

Mr. Carin: Environment Canada, probably in collaboration with us and Energy.

Mr. Flis (Parkdale—High Park): We know that Canada is one of eight countries that compose the international Arctic rim community. We have our political and geographic boundaries, but all eight countries share something in common, and that's the Inuit people and the native ethnocultural groups who live there, transcending the political boundaries. Their existence dates back over 5,000 years. They live in a very fragile ecosystem. They live in an area where they have hundreds of

[Translation]

que le Canada et les États-Unis participent à ce programme. Divers groupes de travail se réuniront aussi au cours de l'été pour étudier le problème. Enfin, une réunion ministérielle aura lieu en septembre au Groenland à laquelle participeront les pays de l'Arctique.

Je crois aussi comprendre que dans le cadre d'une entente bilatérale officieuse, le ministère des Pêches et des Océans a obtenu du gouvernement russe la permission de prendre des échantillons de sédiments provenant des régions particulièrement à risque, échantillons qu'on analyse à l'heure actuelle.

Je crois maintenant vous en avoir dit suffisamment long sur les efforts que nous déployons dans ce domaine.

Le président: Pourriez-vous nous donner plus de précisions au sujet de la Convention de Londres. S'agit-il d'une convention qui lie les gouvernements des pays signataires ou les ministères de l'Énergie ou des Affaires extérieures?

M. Carin: Le document de référence, qui n'est malheureusement pas traduit en français, comporte une petite case à ce sujet à la troisième page.

Le président: Il vaudrait mieux distribuer ce document aux membres du comité. Nous ne l'avons pas fait parce qu'il n'est pas traduit. Le ministère nous a fourni ces notes d'information. Permettez-vous qu'on distribue le document? Nous n'avons pas pu le faire traduire parce que nous l'avons reçu trop tard.

Des voix: D'accord.

M. Carin: Je crois qu'il s'agit d'une convention internationale officielle ratifiée par des gouvernements, et non pas par des ministères.

Le président: S'agit-il de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets nucléaires dont il est question à la page 26 du document?

M. Carin: En effet. Les représentants des parties contractantes tiennent une réunion annuelle. En novembre dernier, ils ont demandé aux Russes de dresser l'inventaire de leurs déchets nucléaires. Il s'agit du rapport Yablokov que vous avez peut-être déjà vu...

Le président: Oui.

M. Carin: Greenpeace a rendu publiques les conclusions de ce rapport, si je ne m'abuse. Le rapport lui-même n'a pas encore été traduit en anglais.

Le président: De qui relève la mise en oeuvre de la Convention? Du ministère des Affaires extérieures, d'Énergie atomique ou d'Environnement Canada?

M. Carin: D'Environnement Canada, en collaboration sans doute avec notre ministère et celui de l'Énergie.

M. Flis (Parkdale—High Park): Le Canada est l'un des huit pays qui bornent l'Arctique. Au-delà des frontières politiques et géographiques, ces pays ont ceci en commun, qu'ils comptent des habitants, des Inuit et d'autres groupes autochtones, qui vivent dans cette région du monde. Leur présence dans l'Arctique remonte à il y a 5 000 ans. Il s'agit d'un écosystème très fragile où des centaines d'espèces d'animaux sauvages sont menacées. À l'échelle internationale, nous nous préoccupons

[Texte]

species of wildlife that are being threatened. When we're thinking internationally we're thinking about what effect nuclear testing will have on us, etc., but I think we've forgotten to address the local people living in the Arctic. The greatest threat to those people is the nuclear dumping and the nuclear testing.

• 1115

Canada has had great success through other international bodies in addressing challenges to our planet, through NATO, through CSCE, and through the OAS. What is Canada doing today at the departmental level, across-department level, on cooperation between scientists, Russian scientists, Canadian scientists, etc., to work toward a complete nuclear dumping ban and a complete nuclear testing ban for the Arctic? I think that's a challenge that not only the eight countries are interested in, but the entire planet.

Mr. Carin: With respect to the ban on testing, the government's policy has been to push for a comprehensive ban. Government policy has been to push for indefinite extension of the NPT, the Non-Proliferation Treaty, and we, to the extent possible and with a full court press in all fora, make our views known very clearly.

With respect to dumping, there is an international convention which the former Soviet Union and subsequently Russia agreed to abide by, but I believe the situation is that they frankly admitted that they aren't doing that. They frankly admitted that they are dumping, and I think the worrisome element of the problem is that they've got a whole series of reactors that have to put into storage. I think their dilemma is a financial one in terms of where they're going to get the resources to deal with the various power reactors to be decommissioned, without simply dumping them in the Arctic.

I think the government position has been, on an international, multilateral basis, to put as much pressure as possible on the Russians to indicate that dumping is absolutely not acceptable. We are a participant, along with the Russians, in the declaration on the protection of the arctic environment, one of the eight Arctic countries to which you referred.

There's an ongoing series of monitoring and surveillance activities that we participate in, and I think we'll do whatever we can in all these international bodies, from the International Energy Agency through to the OECD, to ensure that we pre-empt the problem and that we monitor and survey the results of past dumpings.

With respect to conventional reactors there's a program that was announced at the last G-7 summit in Munich, which set up a multilateral fund to be administered by the European Bank, dealing with the various safety problems with respect to reactors, and part of that will have to deal with storage.

The United States has a large bilateral program with the Russians on the dismantlement of weapons. An element of that involves storage, and I think Japan has a bilateral program or bilateral agreement with the Russians with respect to the dumping of these reactors, and there are Japanese financial resources that have been made available.

In the current preparatory process for the G-7 summit there's a series of working groups that Canada is participating in, examining with respect to the dismantlement of weapons program and the storage of the fission material, this dangerous

[Traduction]

beaucoup des conséquences des essais nucléaires, mais il me semble que nous avons oublié de tenir compte de la menace encore pire que constituent pour eux l'immersion des déchets nucléaires et les essais nucléaires dans l'Arctique.

Par l'intermédiaire des autres organismes internationaux auxquels il appartient comme l'OTAN, la CSCE et l'OEA, le Canada estime avoir relevé avec succès un certain nombre de défis d'ordre planétaire. Quelles initiatives scientifiques le Canada a-t-il prises au niveau ministériel, interministériel ou en collaboration avec d'autres pays comme la Russie pour mettre complètement fin à l'immersion de déchets nucléaires et aux essais nucléaires dans l'Arctique? C'est une question qui intéresse non seulement les huit pays de l'Arctique, mais toute la planète.

M. Carin: Le gouvernement réclame l'interdiction absolue des essais. Chaque fois que l'occasion lui est donnée, le Canada se prononce en faveur de la prolongation pour une durée indéfinie du Traité de non-prolifération.

L'ancienne Union soviétique et par la suite la Russie ont ratifié une convention internationale sur l'immersion des déchets nucléaires, mais je crois que les autorités ont admis ne pas la respecter. Elles ont en effet reconnu pratiquer l'immersion des déchets nucléaires, et le plus inquiétant, c'est que les Russes doivent déclasser de nombreux réacteurs. L'immersion dans l'Arctique continue d'être la solution la moins coûteuse pour les Russes compte tenu des difficultés financières que connaît le pays.

À l'échelle internationale et multilatérale, le Canada s'est efforcé d'exercer autant de pressions que possible pour amener les Russes à cesser d'immerger leurs déchets nucléaires. Comme les autres pays de l'Arctique, la Russie et le Canada ont signé une déclaration portant sur la protection de l'environnement arctique.

Par l'intermédiaire d'organismes internationaux comme l'Agence internationale de l'énergie et l'OCDE, le Canada participe aux efforts de surveillance et d'examen des conséquences de l'immersion des déchets nucléaires qui s'est pratiquée dans le passé.

Lors du dernier sommet du G-7 tenu à Munich, on a annoncé la création d'un fonds multilatéral, dont la gestion a été confiée à la Banque européenne, qui servira à financer les recherches en vue de trouver une solution aux problèmes de sécurité que posent le déclassement et le stockage des réacteurs.

Les États-Unis et la Russie participent à un important programme d'élimination des armes nucléaires. En outre, le Japon et la Russie collaborent à la mise en oeuvre d'un programme bilatéral ou d'un accord bilatéral portant sur l'immersion des réacteurs nucléaires. Le Japon assure le financement de certaines activités découlant de ce programme.

En prévision du prochain sommet du G-7, divers groupes de travail dont fait partie le Canada étudient la question de la mise hors service des armements nucléaires et du stockage du dangereux matériau de fission utilisé dans les réacteurs civils et

[Text]

material, with respect to the civilian power reactors and with respect to the power reactors from submarines—I I think it's mostly from submarines, but there's an occasional icebreaker—on balance where the gaps across the three categories of the problem are, and how we can, in a multilateral way, assist the Russians to ensure that the dumping ceases.

• 1120

Mr. Flis: We have all sorts of codes, international codes and conventions. I see here a safety code for nuclear merchant ships, a voluntary moratorium on disposable. . .the Law of the Sea, which Canada can't get off its butt and urge other countries to sign.

You referred to the London dumping convention. This is the convention that prevents marine pollution caused by dumping wastes and other matter, which entered into force in 1975. It covers the dumping of high-level wastes, and requires that low-level wastes be dumped only after a special permit has been issued. A record must be kept, etc. Then the convention talks about certain depths at which this radioactive waste must be stored. We know that the dumpings in the waters now are anywhere from 60 metres to 300 metres deep. The London convention states that these storages should go down to 3,660 metres.

Are we cooperating? Are we using Russian scientists and other scientists around the world to look at moving this waste from a 60-metre depth to the 3,660-metre depth? Are we cooperating here with the former Soviet scientists? They helped build these. They probably know better than anyone how to denuke them, or how to store them safely. What cooperation is there internationally?

Mr. Carlin: The impression I have is that under each of either the agencies or the Finnish initiative group, the Arctic group, there's a series of research programs, monitoring programs, task forces, experts' meetings, which are under way, which we can detail for you.

My understanding is that several of these are dealing solely with surveillance and monitoring. Others are dealing with the issue of assessment, specifically with respect to the famous submarine that was sunk, and whether that can be salvaged or not. Can it be, as you say, removed and placed somewhere else? I think these assessment exercises are ongoing. We'll know more over the summer and fall.

Mr. Flis: When the former Soviet Union signed many of these conventions, etc., it omitted to include areas where it was doing testing because it defined these territories as outside the Arctic region. How many such areas are there that we know of? How much testing has been going on outside the signed agreements?

Mr. Ian Smith (Director, Energy and Nuclear Affairs Division, Department of External Affairs and International Trade): First of all, dealing with the London convention, I would like to go back just a little bit and do a bit of a recap.

[Translation]

les réacteurs de sous-marins—il est surtout question de sous-marins, mais à l'occasion de brise-glace. L'objectif est de trouver des moyens, à l'échelle multilatérale, d'aider les Russes à mettre fin à l'immersion des déchets nucléaires.

M. Flis: Il existe toutes sortes de conventions et de codes internationaux. Il est ici question d'un code de sécurité pour les navires marchands nucléaires, d'un moratoire volontaire sur l'élimination. . . , du droit de la mer que le Canada n'est pas fichu de presser d'autres pays de ratifier.

Vous avez mentionné la Convention de Londres sur l'immersion des déchets nucléaires. Il s'agit de la convention visant à empêcher la pollution marine résultant de l'immersion des déchets nucléaires qui est entrée en vigueur en 1975. Elle porte sur l'immersion des déchets à haute radioactivité et prévoit la délivrance de permis pour l'immersion des déchets à faible radioactivité ainsi que la tenue d'un inventaire à ce sujet. La convention précise également à quelles profondeurs doit se faire le stockage des déchets radioactifs. On sait qu'à l'heure actuelle l'immersion des déchets se fait entre 60 et 300 mètres de profondeur. Or, la Convention de Londres fixe la profondeur du stockage à 3 660 mètres.

Collaborons-nous avec les scientifiques russes et les autres scientifiques étrangers pour faire en sorte que l'immersion se pratique non plus à 60 mètres de profondeur, mais à 3 660 mètres? Collaborons-nous dans ce domaine avec les scientifiques de l'ancienne Union soviétique? Ce sont eux qui ont construit ces réacteurs, et ils sont donc sans doute mieux placés que qui que ce soit d'autre pour les neutraliser ou pour savoir comment les stocker en toute sécurité. Que pouvez-vous nous dire au sujet de la collaboration à l'échelle internationale dans ce domaine?

M. Carlin: Je crois comprendre que soit l'Agence internationale de l'énergie, soit le groupe des pays de l'Arctique, mis sur pied à l'initiative de la Finlande, mettent en oeuvre des programmes de recherche et de surveillance et comptent des groupes de travail auxquels participent des experts. Si vous le souhaitez, nous pouvons vous donner plus de détails au sujet de leurs travaux.

Je crois savoir que plusieurs de ces groupes consacrent toute leur attention à la surveillance des déchets nucléaires. D'autres groupes sont chargés d'évaluer les risques environnementaux découlant des différentes méthodes de stockage, et notamment des risques que pose le sous-marin célèbre qui a coulé. La question est de savoir si on peut stocker ailleurs ces déchets. Nous connaissons les résultats des travaux de ces groupes à l'été et à l'automne.

M. Flis: Lorsque l'ancienne Union soviétique a signé bon nombre de ces conventions, elles n'a pas fait mention de certains sites où avaient lieu des essais nucléaires, ceux-ci étant considérés comme étant à l'extérieur de la région Arctique. Combien de sites de ce genre connaissons-nous? Quelle est l'étendue des essais qui ont eu lieu à l'extérieur des régions visées par les accords?

M. Ian Smith (directeur, Direction de l'énergie et des affaires nucléaires, ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur): J'aimerais revenir un instant à la Convention de Londres.

[Texte]

Back in the 1950s it was recognized that we didn't quite know enough about high-level wastes at that time and there was a ban against the dumping of high-level wastes. Therefore high-level wastes have been a taboo for a long time now.

In the 1980s it was recognized that there had been several countries that were in fact dumping in various spots of the oceans. Some attention was then given through the London convention to say we should at least give some attention to this aspect. This was subsequently agreed in 1985, to lead toward a moratorium—which is a temporary ban if you will—and that they should have a scientific analysis and assessment of the situation.

That task group has been at work. We expect to have their final results presented in the course of this year in preliminary form, and then subsequently reviewed by the London convention people. Against that, they will have to come to some decisions in the latter part of this year.

In dealing with what has gone on from the Soviet Union standpoint, from all reports we believe that the bulk of the deposits that have been made in the Arctic were of course made at the time the Soviet Union was in power, if you will. While they had signed the London convention and were a signatory to that, what has come out in recent reports has been reported through the media to start with, and is now confirmed through this Yablokov report, and we understand, yes, they had contravened the London convention.

• 1125

Now we are in a situation where the Russian Federation has taken over as a result of upheaval in that country, and it is showing to a large extent some very positive moves toward cooperating with the west in many instances. The only area in which there have been some difficulties involves military areas that you spoke of just a moment or so ago. There was a point when a cruise was undertaken last year to do the analysis Mr. Carin referred to earlier, but the ship was prevented from going to the close inshore sites for military security reasons.

Just last week the Russians and the Norwegians, who are undertaking this program, came to an agreement on a very sensitive spot, I can only presume, toward opening up, testing, and going in to get the samples from that area this year. In that sense we are now about to have the opportunity to get in a little bit closer to do some sampling.

I hope that gives a little bit of background to the London convention. At the end of this year, without predicting what is likely to happen, I suspect we will finish up with a complete ban instead of just a moratorium.

Mr. Flis: Every time a former President of the Soviet Union or of present-day Russia would meet with our Prime Minister there usually was something signed. I don't know how many years ago the Prime Minister did sign something with the President of Russia on protecting our Arctic. But then as soon as the President and the Prime Minister go their separate ways nothing else is done. The Prime Minister has just visited Russia. Were the concerns of the Arctic, specifically the nuclear dumping and nuclear testing, on his agenda?

Mr. Carin: I can't say for certain. I don't know.

[Traduction]

Dans les années cinquante, il avait été décidé d'interdire complètement l'immersion des déchets à haute radioactivité en raison de l'état de nos connaissances à ce sujet. Cette interdiction existe donc depuis déjà longtemps.

Dans les années quatre-vingts, on s'est rendu compte que plusieurs pays avaient immergé des déchets à différents endroits dans l'océan. La Convention de Londres visait à réglementer cette activité. En 1985, la communauté internationale s'est entendue sur un moratoire—autrement dit, une interdiction temporaire—sous réserve d'une analyse scientifique de la situation.

Nous comptons obtenir une première ébauche des résultats finaux du groupe de travail en cours d'année, résultats qui seront ensuite soumis aux signataires de la Convention de Londres. Des décisions devront être prises sur l'immersion des déchets nucléaires vers la fin de cette année.

Il va sans dire que la majorité des dépôts de déchets nucléaires qui ont été effectués remonte à l'époque précédant le démantèlement de l'Union soviétique. Malgré le fait que l'ancienne Union soviétique ait ratifié la Convention de Londres, comme les médias l'ont signalé récemment, ce que confirme maintenant le rapport Yablokov, l'Union soviétique n'a pas respecté cette convention.

La Fédération russe, qui est issue du démantèlement de l'Union soviétique, semble tout à fait disposée à collaborer avec l'Ouest dans la plupart des cas. Ce n'est que dans le cas des régions militaires auxquelles vous avez fait allusion il y a un instant que cette collaboration laisse à désirer. L'an dernier, un navire devait aller faire sur place les analyses dont a parlé M. Carin, mais il n'a pas pu s'approcher des sites de dépôts situés près des côtes pour des raisons liées à la sécurité militaire.

Tout juste la semaine dernière, les Russes et les Norvégiens, qui collaborent à la mise en oeuvre de ce programme de surveillance, se sont entendus pour qu'il soit possible de prélever des échantillons dans un site considéré jusque-là comme névralgique. Cela nous permettra d'en apprendre davantage au sujet des sites qui se trouvent près des côtes.

J'espère avoir replacé dans son contexte la Convention de Londres. Sans vouloir prédire l'avenir, je m'attends à ce qu'une interdiction complète de l'immersion des déchets nucléaires remplace le moratoire actuel.

M. Flis: Autrefois, chaque fois que le président de l'Union soviétique ou le président de la Russie d'aujourd'hui rencontrait notre premier ministre, cela donnait lieu à la signature d'une entente. Je ne me souviens plus à combien d'années remonte la signature d'une entente sur l'Arctique entre notre premier ministre et le président de la Russie. Or, ces ententes demeurent toujours lettre morte. Le premier ministre vient de visiter la Russie. A l'occasion de cette visite, a-t-il fait part des préoccupations du Canada au sujet de l'Arctique, et plus particulièrement de l'immersion des déchets nucléaires et des essais nucléaires?

M. Carin: Je ne saurais le dire. Je l'ignore.

[Text]

The Chairman: «I don't know» is a perfectly reasonable answer in this committee. If you don't know, you don't know.

Mr. Friesen (Surrey—White Rock—South Langley): I have been looking at the material you have provided for us and comparing it to the map that was given to us. I don't know if you have a copy of the map that was provided for us regarding the Russian dumping sites.

The first thing I notice about your report is that it doesn't mention any countries, that I can notice, that have practised dumping. When you look at the map, on page 27 it shows all the places where accidents have been reported at sea involving radioactive materials, but it doesn't say what countries were involved. The map that was given to us today is restricted to Russian sources of marine or radioactive contamination.

We are focusing today on our concern about the Russian side of it, and with good reason, but are there any other countries still dumping? According to the article, it stopped in 1982. Is that current?

Mr. Smith: We are not aware of any other country apart from Russia right now that is dumping nuclear radioactive waste in the oceans.

The Chairman: Anywhere?

Mr. Smith: Anywhere.

Mr. Friesen: Secondly, the article that you distributed talks about low-level radioactive material that was dumped. What we are talking about today is not low-level. What do you consider the difference? Obviously a reactor in a submarine is not low-level.

Mr. Smith: That is correct.

To draw some distinction between what we recognize as high-level and low-level, low-level waste is the type of thing you get from clean-up of a spill or something, where the radioactivity is fairly low, as against the radioactivity coming out of a nuclear reactor. That you would consider high-level waste, where it requires to be submerged in 25 feet or so of water to keep it away from human contact. That's high-level waste, principally associated with fuel.

• 1130

Mr. Friesen: We're also involved with the Russians in a program of I believe dismantling some of the SS-20s and so forth, some of the rockets. Certainly the United States is. I thought maybe we were doing something.

Mr. Smith: No.

Mr. Friesen: That also is of immense concern to all of us. We want to make sure that proceeds.

Is there enough technology around and people with the technological skills to handle the incredible inventory work that has to be done? If we're going to dismantle bombs and also go after this kind of stuff, we need people who have expertise. Do we have that kind of an inventory of people?

Mr. Carin: I think I've got to give you a conjectural answer, sir, because I'm not familiar with the human resources in other countries. With respect to the dismantlement of missiles and various nuclear weapons, I don't believe Canada. . . We may have

[Translation]

Le président: C'est une réponse acceptable. Quand on ne sait pas ce qu'il en est, il vaut mieux l'admettre.

M. Friesen (Surrey—White Rock—South Langley): J'ai examiné le document que vous nous avez remis et je le compare à la carte qui nous a été donnée. Je ne sais pas si on vous a aussi remis la carte qui montre les sites d'immersion russes.

Je constate que votre rapport n'énumère pas les pays qui pratiquent l'immersion des déchets nucléaires. La carte qui figure à la page 27 montre tous les endroits où sont survenus des accidents maritimes impliquant des matériaux radioactifs, mais on ne mentionne pas le nom des pays en cause. Cette carte ne signale que les sources russes de contamination radioactive marine.

Aujourd'hui, nous étudions, à juste titre, le cas de la Russie, mais d'autres pays ne pratiquent-ils pas aussi l'immersion des déchets nucléaires? Selon cet article, la pratique a cessé en 1982. Ces renseignements sont-ils à jour?

M. Smith: A notre connaissance, la Russie serait le seul pays à immerger des déchets nucléaires radioactifs dans les océans à l'heure actuelle.

Le président: Partout?

M. Smith: Partout.

M. Friesen: L'article que vous avez distribué porte sur l'immersion des matériaux à faible radioactivité. Nous ne discutons pas aujourd'hui de ce type de matériau. Comment distingue-t-on entre les matériaux à faible radioactivité et ceux qui sont à haute radioactivité? De toute évidence, le réacteur d'un sous-marin n'est pas à faible radioactivité.

M. Smith: C'est juste.

A titre d'exemple, les déchets provenant d'un déversement sont considérés comme des déchets à faible radioactivité par opposition à un réacteur nucléaire dont la radioactivité est élevée. Les déchets à haute radioactivité doivent être immergés dans 25 pieds d'eau par mesure de précaution. Tous les déchets de ce genre, et notamment les combustibles irradiés, sont des déchets à haute radioactivité.

M. Friesen: Je crois que nous participons aussi au programme de démantèlement des SS-20, de certaines fusées des Russes. En tout cas les États-Unis y participent. Je croyais que nous y participions aussi.

M. Smith: Non.

M. Friesen: C'est aussi une énorme préoccupation pour tout le monde. Nous voulons être certains que cela se fasse.

Ont-ils les moyens techniques et le personnel compétent nécessaires pour réaliser ce travail d'inventaire incroyable? Seuls des spécialistes peuvent neutraliser ces bombes et ces fusées. Avons-nous la main-d'oeuvre nécessaire?

M. Carin: Je ne peux pas vous répondre directement, monsieur, car j'ignore le genre de ressources humaines dont disposent les autres pays. Pour ce qui est du démantèlement des missiles et des diverses armes nucléaires, je ne crois pas que le

[Texte]

theoretical expertise, but we're not participating in that exercise. It's a bilateral exercise between the Russians and the Americans, and the answer would be we're not involved. My understanding is we're not getting involved.

With respect to whether or not there's technical expertise and people familiar with the technology, there's a spectrum of activities involved, from dismantling to the building of transportation containers, through the transportation of this material to the selection of sites, and the storage at the sites. My understanding is that's not the binding constraint. The binding constraint would be financial, not people, because it will cost a great deal of money.

There are several other countries besides ours that are worried about this. The Japanese, for one, have raised this at a high political level. I was not present at the meeting but I have been told that at the last bilateral meeting between Yeltsin and the Japanese the dumping of wastes was raised. In the run-up to the G-7 summit in Tokyo I'm told that it will be raised. I'm answering a preceding question. It will be discussed at that level.

In terms of human resources and technological ability, I don't think that's the binding constraint.

Mr. Friesen: Does the International Atomic Energy Agency have an inventory of talent that can be shifted over to this kind of an operation for clean-ups?

Mr. Smith: I think that in answering some of the questions we're addressing right now, we should distinguish between the dismantling of nuclear weapons, which is that special expertise to which the gentleman across here referred... Only nuclear weapon states will have such expertise. By our policy, of course, we don't get involved in that type of thing. I think that when you then have radioactive material, or nuclear material which is generated from the dismantling, then you're into a new ball game, if I may say so, because we haven't faced what do you do with this material. This is a point of great debate in an international technical sense, and also a political sense, as to what you do with plutonium. For example, do you burn it and use it constructively, which would require special reactors to do so, or do you find some way to deposit it so that it is out of harm's way?

I think that from the IAEA standpoint they do have that responsibility which the United Nations has given them in safeguarding the material. In that sense they have the expertise, along with several countries, to provide the appropriate safeguarding. In terms of the processing, as Mr. Carin has suggested, in containers and things like that, I think there is the expertise available internationally through the IAEA. From the point of view of processing this material, I think these processes will require some development and some new technology. That may help to answer the question.

• 1135

Mr. Friesen: The map that was distributed this morning shows that Beluga whales have been contaminated by PCBs. I assume that is as a result of the contamination that's going on from the submarines and other dumping.

Mr. Smith: That's a separate topic altogether.

[Traduction]

Canada... Il est possible que nous ayons les connaissances théoriques, mais nous ne participons pas à cet exercice. C'est un exercice bilatéral entre les Russes et les Américains, et, sauf erreur, il n'est pas question que nous y participions.

Pour ce qui est des ressources techniques, des spécialistes compétents, cet exercice implique toutes sortes d'activités allant du démantèlement à la construction de conteneurs de transport, du transport de ces engins au choix des sites et au stockage sur ces sites. Je crois comprendre que ce n'est pas à ce niveau que se situe le problème. Il se situe au niveau des ressources financières car cela coûterait beaucoup d'argent.

Il y a plusieurs autres pays qui s'inquiètent de ce problème. Les Japonais, en particulier, l'ont porté au plus haut niveau politique. Je n'étais pas présent lors de la réunion, mais je me suis laissé dire qu'à la dernière réunion bilatérale entre Eltsine et les Japonais, cette question des déchets a été soulevée. On m'a dit que cette question serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion préparatoire au Sommet du G-7 à Tokyo. Je réponds à une question précédente. Cette question sera discutée à ce niveau.

Je ne pense pas que ce soit le manque de ressources humaines et de compétences technologiques qui pose un problème.

M. Friesen: Est-ce que l'Agence internationale de l'énergie atomique compte dans ses rangs un certain nombre de spécialistes qui peuvent être affectés à ce genre d'opération?

M. Smith: Je crois que pour répondre à certaines de ces questions, il faudrait faire la distinction entre le démantèlement d'armes nucléaires, spécialité à laquelle vous venez de faire allusion... Seuls les pays détenteurs d'armes nucléaires ont de tels spécialistes. Nous avons pour politique de ne pas participer à ce genre d'exercice. Démanteler ces armes est une chose, mais décider quoi faire des matières radioactives en est une autre. Que faire du plutonium ainsi récupéré est une question autant technique que politique et les débats sur le plan international vont bon train. Par exemple, faut-il l'utiliser de manière constructive comme combustible dans des réacteurs spéciaux—ce qui implique leur construction—ou faut-il trouver un moyen de le stocker en toute sécurité?

A mon avis, les Nations Unies ont confié cette responsabilité à l'AIEA. Cette agence, avec ses spécialistes, a les moyens techniques d'assurer cette sécurité. Elle a les spécialistes internationaux nécessaires pour construire, par exemple, ces conteneurs dont a parlé M. Carin. Pour ce qui est de la neutralisation de ces matières, il y a encore des recherches à faire et de nouvelles technologies à mettre au point. Cela répond peut-être un peu mieux à votre question.

M. Friesen: La carte qui nous a été distribuée ce matin montre que les baleines bélugas ont été contaminées par les BPC. Je suppose que cette contamination est produite par les sous-marins et d'autres déversements.

M. Smith: C'est un tout autre sujet.

[Text]

Mr. Friesen: Not necessarily. That was my question, because these Beluga whales are largely in the north of Canada, and I wondered whether they were migrating that much.

Mr. Smith: No.

Mr. Friesen: That contamination is not necessarily from the nuclear waste.

Mr. Smith: No, there's no connection at all.

The Chairman: Let me ask Mr. Miller to explain the context of the map, because he prepared it.

Mr. Bob Miller (Committee Researcher): The map was prepared for the Canada-U.S. Interparliamentary Association meetings that will be held this weekend in Halifax. It covers two unrelated items: nuclear contamination in the Russian north, and other contamination, principally in this case PCB contamination in the Canadian Arctic. There's no connection. The reason I've put the yellow marks there is just to draw your attention to the issue that is being discussed here this morning.

Mr. Friesen: The PCBs are used for a sealer of some kind, aren't they?

Mr. Miller: They migrate from the south.

Mr. Friesen: No, no. I mean the contaminant is a sealer for electro—

Mr. Miller: Hydro.

Mr. Blaikie (Winnipeg Transcona): What happened in 1982? They agreed to have no more high-level dumping? Is that the—

Mr. Smith: High-level dumping was made taboo in the 1950s, and 1985 was when the moratorium was agreed to in terms of low-level waste in the oceans.

Mr. Blaikie: So up until 1985 everybody was doing the low-level stuff.

Mr. Smith: Low-level, yes.

Mr. Carlin: But it was permitted. The convention permitted it.

Mr. Blaikie: That's what I mean. When it was still permissible I take it then all the nuclear powers were dumping.

Mr. Smith: No, I don't believe so, and I don't think I can give you an answer to your specific question.

Mr. Blaikie: Why not?

Mr. Smith: Because I don't have it in my mind right now who was doing what at what time. Sorry.

Mr. Blaikie: I see. If you look at this map Mr. Friesen was referring to, obviously the Soviets can't be responsible for all of this.

Mr. Smith: No, that's correct. The Soviet dumping is largely around the island that is off the north coast there of the Kola Peninsula.

Mr. Blaikie: So there are an awful lot of other sites for which somebody else must be responsible.

Mr. Smith: Yes.

[Translation]

M. Friesen: Pas forcément. C'était ma question car, pour la majorité, ces baleines bélugas se trouvent au nord du Canada et je me demandais si leur mouvement de migration allait jusque-là.

M. Smith: Non.

M. Friesen: Cette contamination n'est pas forcément produite par des déchets nucléaires.

M. Smith: Non, il n'y a pas du tout de rapport.

Le président: J'aimerais que M. Miller nous explique le contexte de cette carte car c'est lui qui l'a préparée.

M. Bob Miller (attaché de recherche du comité): Cette carte a été préparée pour les réunions de l'Association interparlementaire canado-américaine qui auront lieu ce week-end à Halifax. Elle répond à des questions qui ne sont pas liées: la contamination nucléaire dans le nord de la Russie et les autres contaminations, surtout la contamination par BPC de l'Arctique canadien. Il n'y a pas de lien. Ces traits jaunes sont simplement là pour attirer votre attention sur la question dont vous discutez ce matin.

M. Friesen: Les BPC sont utilisés comme produit scellant, n'est-ce pas?

M. Miller: Elles viennent du sud.

M. Friesen: Non. Le contaminant est un produit scellant utilisé en électro. . .

M. Miller: En hydraulique.

M. Blaikie (Winnipeg Transcona): Qu'est-il arrivé en 1982? Ils ont décidé de limiter l'immersion? Est-ce que c'est. . .

M. Smith: L'immersion des déchets hautement radioactifs a été interdite pendant les années cinquante et en 1985 il y a eu le moratoire sur l'immersion des déchets à faible radioactivité.

M. Blaikie: Donc jusqu'en 1985 l'immersion était limitée.

M. Smith: Oui.

M. Carlin: Mais elle était autorisée. La convention le permettait.

M. Blaikie: C'est ce que je veux dire. Quand c'était encore autorisé, je suppose que toutes les puissances nucléaires procédaient à l'immersion des déchets.

M. Smith: Non, je ne le crois pas et je ne pense pas pouvoir vous donner de réponse précise à votre question.

M. Blaikie: Pourquoi pas?

M. Smith: Parce que je ne peux pas vous dire comme ça qui faisait quoi à cette époque. Je suis désolé.

M. Blaikie: Je vois. Si on regarde la carte dont vient de parler M. Friesen, il est évident que les Soviétiques ne peuvent être responsables de tous les cas d'immersion.

M. Smith: Non, c'est exact. Les Soviétiques ont surtout utilisé ce moyen autour de l'île au large de la côte nord de la péninsule de Kola.

M. Blaikie: Il y a donc beaucoup d'autres sites dont d'autres doivent avoir la responsabilité.

M. Smith: Oui.

[Texte]

Mr. Blaikie: So I presume if we know about these sites we know who was responsible for them.

Mr. Smith: Yes, we do.

Mr. Blaikie: Can you give me a sampling of some of the countries that are involved?

Mr. Carin: The material I've been given indicates that the United States sank materials, containers of radioactive waste, 50 miles off the California coast in 1946, in what I'm told is very deep water. Countries that have declared publicly that they've dumped radioactive waste at sea, and this is the low-level stuff going back decades ago, include Belgium, France, Germany, Italy, Japan, South Korea, Netherlands, New Zealand, Sweden, Switzerland, and Britain, but all of these were limited to material with much lower levels of radioactivity.

Mr. Blaikie: Obviously things are opening up in the former Soviet Union. I would say from my own perspective that the report prepared by Yablokov is probably pretty reliable.

I happen to have met him at a conference on the Arctic environment in Moscow in 1989. At that time there was glasnost, but there still was the Soviet Union. A lot of other things that were to happen in the next year and a half or so hadn't happened yet. I remember being taken aside by him and told about this kind of dumping, but it was still something he had to whisper at the time. He indicated to us that we should be concerned about it and what not.

• 1140

So when I see that the report for which we're waiting for an English translation was prepared by him, it gives me some confidence in the authenticity of what we'll be told. He was in some respects, if you like, a dissident with respect to this kind of thing, and a critic. I don't know if it is fair to call him a clandestine critic. He was certainly concerned about that, but it wasn't something that could be put on the record at that time, at that conference.

I would hope that at some point, Mr. Chairman, you might see to it that when there is an English translation the committee gets it. Then, of course, we could have it translated into French as well.

Regarding this new openness in the former Soviet Union, are we now in a position in which we're getting more information about...? There's more information to get, I presume, in the sense that they've done some things that they've hidden for a long time but are now being open about. To what extent is there equal access to information about what other countries have done, or is there still a great deal of secrecy about this in the name of national security, military...?

Mr. Smith: When you speak of all the countries, do you mean in the former Soviet Union?

Mr. Blaikie: In the former Soviet Union, the United States, Britain or anybody like that—anyone who has had access to nuclear materials in this way.

[Traduction]

M. Blaikie: Je suppose que si nous sommes au courant de l'existence de ces sites nous devons savoir qui en est responsable.

M. Smith: Oui.

M. Blaikie: Pouvez-vous me donner un échantillon de certains de ces pays responsables?

M. Carin: Les documents qui m'ont été donnés indiquent que les Etats-Unis ont immergé des conteneurs de déchets radioactifs à 50 milles au large de la côte californienne en 1946 et d'après ce qu'on me dit en eau très profonde. Les pays qui ont déclaré publiquement avoir immergé des déchets radioactifs en mer incluent la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, la Hollande, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse et la Grande-Bretagne, mais il s'agissait exclusivement de matières dont le degré de radioactivité était beaucoup plus faible.

M. Blaikie: La Russie, de toute évidence, est moins secrète que l'était l'Union soviétique. J'estime personnellement que le rapport préparé par Yablokov est probablement assez fiable.

Il se trouve que je l'ai rencontré lors d'une conférence sur l'environnement arctique à Moscou en 1989. C'était déjà la glasnost, mais c'était encore l'Union soviétique. Les événements qui devaient bouleverser la situation pendant les 12 ou 18 mois suivants n'avaient pas encore commencé. Je me souviens qu'il m'a pris à part pour me parler de ce genre de pratique, mais il fallait encore qu'il me le dise en cachette. Il nous a prévenus de la gravité du problème.

De savoir que c'est lui qui a préparé ce rapport dont nous attendons la traduction anglaise me rassure quelque peu quant à l'authenticité des renseignements qui nous seront fournis. Il était en quelque sorte un dissident, un critique dans ce domaine. Je ne sais pas s'il serait juste de l'appeler un dissident clandestin. Cette question le préoccupait, c'est certain, mais ce n'est pas une chose dont il pouvait parler publiquement à cette époque, dans le cadre de cette conférence.

J'espère, monsieur le président, que vous ferez en sorte que le comité obtienne la version anglaise lorsqu'elle sera disponible. Puis, bien sûr, nous la ferons traduire en français.

Étant donné la nouvelle transparence dans l'ancienne Union soviétique, sommes-nous maintenant en mesure d'obtenir plus de renseignements? Je suppose que nous ne savons pas encore tout puisqu'ils ont fait des choses qu'ils ont tenues cachées pendant longtemps et qu'ils commencent tout juste à divulguer. Dans quelle mesure a-t-on un accès égal aux renseignements sur ce que d'autres pays ont fait, ou cette question est-elle encore entourée du plus grand secret sous prétexte de sécurité nationale ou militaire?

M. Smith: Lorsque vous parlez d'autres pays, voulez-vous dire ceux de l'ancienne Union soviétique?

M. Blaikie: Je parle de l'ancienne Union soviétique, de la Grande-Bretagne, de n'importe quel pays qui avait accès à des matières nucléaires.

[Text]

Mr. Carlin: The impression I have is that we have no evidence or inkling that North Korea is doing any dumping, but who knows? With respect to the other countries of the former Soviet Union, our impression is that there isn't a problem. The military and the energy industry were organized there in such a way that they were under tight central control. The Kazakh or the Moldovan authorities weren't involved in this.

With respect to other countries that have been involved, from the United States through Belgium, etc., our impression is that there are no other cases. There might be the odd small state that's not a full-fledged participant in these various multilateral efforts, but we have no evidence to that effect. I can't say that there are no other cases, but we have no evidence.

Mr. Blaikie: I have one final comment, Mr. Chairman.

It seems to me that what was said earlier about our now having all these weapons, our decommissioning them, our having reactors and all this stuff and not really knowing what to do with it, I'm sure that at some point someone must have pointed this out 10, 20, 30 years ago and asked what we were going to do with this stuff and that we received the usual assurances from the great brain trust of the scientific community that they'd have this all figured out by the time we had to deal with it. The fact is they haven't got it figured out, we're stuck with a whole lot of stuff like this, and we'll be cleaning up the Cold War for decades after the Cold War's over.

The Chairman: Maybe we could have a trade show and call it «Disarmex». —Mr. Lopez.

M. Lopez (Châteauguay): Quand j'entends dire qu'il y a 67 000 conteneurs de matières radioactives, cela me fait dresser les cheveux sur la tête. Je trouve cela énorme. Je me demande aussi s'il n'y en a pas d'autres, parce que vous ne semblez pas être certain qu'il n'y en a pas d'autres dans d'autres pays.

À quelle date ces matières ont été immergées dans la mer et dans quelles conditions? Est-ce qu'elles sont enveloppées dans des conteneurs, dans des barils, dans quelque chose qui puisse les préserver pendant un certain temps, mais pas nécessairement pour l'éternité?

• 1145

Avez-vous ces données-là, à savoir la date à laquelle cela a été fait et dans quelles circonstances cela a été fait? Est-ce que ces matières sont protégées pour longtemps ou pour quelques années seulement? Avez-vous ces détails?

Mr. Smith: Excuse me. I apologize for answering you in English.

Mr. Lopez: That's okay.

Mr. Smith: It's the language I know best.

In terms of the articles, components and material that have been dumped by the Russians, the Yablokov report accounts for as best as we have in preliminary information. They know only approximately the contents of what has been put in, in terms of the level of radioactivity, the quantities involved. It's only approximate.

[Translation]

M. Carlin: Nous n'avons pas l'ombre d'une preuve que la Corée du Nord immerge des matières radioactives, mais qui sait? Nous avons l'impression qu'il n'y a pas de problème en ce qui a trait aux autres pays de l'ancienne Union soviétique. L'industrie militaire et énergétique était très strictement centralisée. Les autorités kazakhs ou moldaves n'y jouaient aucun rôle.

Pour ce qui est d'autres pays, des États-Unis à la Belgique, nous avons l'impression qu'il n'y a pas d'autres cas. Il se peut qu'un petit État qui ne participe pas pleinement à ces divers efforts multilatéraux ait agi ainsi, mais nous n'en avons aucune preuve. Je ne peux pas affirmer qu'il n'y a pas d'autres cas, car nous n'avons pas de preuves.

M. Blaikie: Un dernier commentaire, monsieur le président.

On a parlé tout à l'heure de toutes ces armes que nous avons et que nous sommes en train de déclasser, de nos réacteurs, etc., et on a dit que nous ne savons pas très bien quoi en faire. Je suis sûr qu'il y a 10, 20, 30 ans quelqu'un a dû soulever ce problème et demander ce que nous allons faire de toutes ces matières radioactives et que les grands cerveaux du monde scientifiques ont dû assurer, comme d'habitude, qu'ils allaient trouver la solution avant que le problème ne se pose effectivement. Le fait est qu'ils n'ont pas trouvé de solution, que nous ne savons pas quoi faire de toutes ces matières et que nous allons réparer les dégâts de la guerre froide pendant des décennies après la fin de celle-ci.

Le président: Il faudrait peut-être organiser une foire commerciale que l'on appellerait «Désarmex». Monsieur Lopez.

Mr. Lopez (Châteauguay): I am horrified to learn that there are 67 000 containers of radioactive material. I find that enormous. I wonder if there is not even more, as you do not seem to be sure that there isn't some in other countries.

When was this waste dumped into the ocean and in what conditions? Were they placed in containers or barrels, in something that might prevent them from leaking out for a certain time, but not necessarily for all eternity?

Do you have this data, that is at what time this dumping occurred and in what circumstances? Will these materials be adequately contained for a long time or only for a few years? Do you have these details?

M. Smith: Vous m'excuserez si je vous réponds en anglais.

M. Lopez: Ce n'est pas un problème.

M. Smith: Je suis plus à l'aise dans cette langue.

Le rapport Yablokov contient les meilleurs renseignements préliminaires au sujet des articles, des composantes et des matières qui ont été immergés par les Russes. Ils connaissent approximativement le contenu de ce qui a été immergé, c'est-à-dire le niveau de radioactivité, les quantités. Mais ce ne sont que des approximations.

[Texte]

It has been told to us by the Russians that they guarantee the containers for these deposits for 500 years. Our technical people now advise us that perhaps 100 years would be more reasonable. Past that, I don't think we really know. That's one of the difficulties, and even as the Yablokov report reports on what has been deposited, where and when, we're not in a position to judge the accuracy of this.

I think Mr. Blaikie's point is. . . I think it would be a reputable report and an earnest attempt by the Russians to provide the information. In that sense, I think it is a good start to the program, but it doesn't assess the integrity of the containers. Part of the program that Mr. Carin referred to earlier, which the International Atomic Agency is addressing, is in fact the integrity of these containers.

When we have their judgments and their assessments—and we believe that the Russians are attempting to provide their technical advice in the best way possible. They're not reluctant in that sense; the only thing they lack is money, it would appear.

M. Lopez: Sur quoi les experts canadiens se basent-ils pour dire qu'il y a une protection de 100 ans? Est-ce qu'ils ont examiné ce dans quoi ces matières ont été enveloppées? Est-ce qu'il y a des données qui permettent de dire avec certitude que ces matières sont protégées pour au moins 100 ans?

Mr. Smith: They don't know.

M. Lopez: On parle toujours du droit de la mer, de la protection de la mer, etc. Qui est le gardien de la mer? Qui est la personne ou le pays chargé de la surveillance de la mer et de s'assurer que le droit de la mer n'est pas violé et qu'il n'y a pas d'autres matières dangereuses comme celles-là qui y sont enfouies, et dans quelles circonstances? Est-ce qu'il y a un organisme quelconque qui est chargé de l'application de ce droit-là et qui a le pouvoir d'intervenir si nécessaire?

Mr. Smith: I believe the London Convention is an agreement amongst the countries that are signatory to it. . . all of the nuclear powers, all of those with nuclear programs, have made the commitment to honour the declarations in the London Dumping Convention. I should point out that it was called the London Dumping Convention until last November; they've decided to drop "Dumping" and leave it at "London Convention", which may be more appropriate to the fact that they're no longer dumping.

M. Lopez: Donc, c'est un code d'honneur, mais il n'y a aucune garantie. Aucune personne, aucun organisme ou aucun pays ne pourrait faire appliquer cela, si je comprends bien. Cela repose uniquement sur la bonne volonté, sur l'honneur, sur la parole de celui qui s'est engagé. Est-ce que je me trompe?

Mr. Carin: The problem is analogous to atmospheric pollution in the sense that various United Nations bodies and various international conventions use multilateral coordination, multilateral pressure, multilateral surveillance. There's not a world police force.

M. Lopez: Existe-t-il, dans l'ensemble du globe, une technologie assez avancée pour nous permettre d'analyser le danger que cela peut représenter aujourd'hui? Est-ce qu'il y a des émanations radioactives qui se dégagent de ces matériaux-là

[Traduction]

Les Russes nous ont dit que les conteneurs qu'ils ont utilisés sont sûrs pour 500 ans. Nos spécialistes nous disent maintenant qu'il serait plus raisonnable de supposer qu'ils résisteront 100 ans. Mais nous n'en savons vraiment pas plus. C'est l'une des difficultés. Même si le rapport Yablokov indique ce qui a été immergé, où et quand, nous ne serons pas en mesure de vérifier l'exactitude de ces renseignements.

Je pense que c'est ce que disait M. Blaikie. Ce sera un rapport honnête et un effort sincère de la part des Russes pour fournir ces renseignements. Dans ce sens, je pense que c'est un bon point de départ pour le programme, mais qu'il ne pourra pas évaluer l'intégrité des conteneurs. L'un des éléments du programme dont M. Carin a parlé tout à l'heure et dont s'occupera l'Agence internationale de l'énergie atomique concerne justement l'intégrité de ces conteneurs.

Il faudra attendre de connaître leurs opinions et leurs évaluations—nous croyons que les Russes font de leur mieux pour fournir des conseils techniques. Ils ne sont pas du tout réticents; il semble qu'ils n'ont tout simplement pas les ressources financières nécessaires.

Mr. Lopez: On what data are the Canadian experts basing their opinion that the containers will be safe for 100 years? Have they examined these containers? Do they have any data that enable them to say that these materials will be safely confined for at least 100 years?

M. Smith: Ils ne le savent pas.

Mr. Lopez: We constantly talk of the law of the sea, of protecting the sea, etc. Who is the custodian of the sea? Which person or which country is responsible for watching over the sea and making sure that the law of the sea is not violated and that there are not other dangerous materials like those being dumped, and in what circumstances? Is there an organization responsible for the enforcement of that law and which has the authority to take action if necessary?

M. Smith: La Convention de Londres sur l'immersion des déchets est une entente entre toutes les puissances nucléaires, tous les pays qui ont des programmes nucléaires qui, en signant la convention, se sont engagés à respecter ces déclarations. Je vous signale qu'on l'appelait la Convention de Londres sur l'immersion des déchets jusqu'en novembre dernier; depuis, on l'appelle simplement la Convention de Londres, ce qui est peut-être un peu plus juste étant donné que ces pays n'immergent plus leurs déchets.

Mr. Lopez: So, it's a code of honour, but there are no guarantees. No person, no organization and no country could enforce it, if I understand you well. It depends entirely on the goodwill, the honour, the word of the person who took this commitment. Is that right?

M. Carin: Le problème est semblable à celui de la pollution atmosphérique en ce sens que divers organismes des Nations Unies et diverses conventions internationales ont recours à la coordination, à la pression et à la surveillance multilatérales. Il n'y a pas de force de police mondiale.

Mr. Lopez: Is there, somewhere in the world, a technology sufficiently advanced to enable us to analyze the danger that that represents today? Are there any radioactive leaks from these materials or others? This reminds me of the tests we do to

[Text]

ou d'autres matériaux? Cela me fait penser aux tests qu'on fait pour voir si l'eau de la piscine contient assez de chlore ou non. Est-ce qu'il y a un mécanisme quelconque qui pourrait nous permettre d'analyser l'eau de la haute mer?

Mr. Smith: Yes, we do have technology. Of course, the judgment on that is that there will be no 100% guarantee with any scientific endeavour, but the international community feels reasonably confident that they do have the technology. Where the technology doesn't exist, we'll have to devise the appropriate technology.

• 1150

There is some degree of confidence in being able to provide a proper assessment of the risk associated with the material that's there, but that's pre-judging our assessment report, which will be coming out later this year.

M. Lopez: Quel est le pays qui détient cette technologie?

Mr. Smith: The countries that would have such technology—well, Canada has technology. We referred earlier to the reports and several centres within Canada. This is in addition to Atomic Energy of Canada. The Americans definitely do. The Norwegians have made significant steps in this endeavour, for obvious reasons. So I think in an international sense there is a wide base of technology we draw on. This is of course the strength of the IAEA in Vienna: they are drawing on an international community; not just one country is involved.

M. Lopez: Merci.

The Chairman: What do we get in exchange for the guarantee of 100 years if the barrel breaks down? Do we get a new barrel?

Mr. Smith: I would not listen to 100-year guarantees. That's of no consequence to us. It will be our own judgment.

Mr. Axworthy (Winnipeg South Centre): I'm kind of curious about why an assistant deputy minister of Economic Policy and Trade Competitiveness is responsible for our responsibility in the Arctic on environmental issues. Can you tell me what the—

Mr. Carin: That was in a previous life, sir. Amongst my divisions—

Mr. Axworthy: I don't want to hear a confessional. I'm more interested in the way in which the Department of External Affairs is coming to grips with this issue of how it deals with our arctic environment and the broad problem of nuclear technology. I'm just curious as to why it's under your auspices and why you're answering for it.

Mr. Carin: I'm responsible for three different divisions that to some extent have some knowledge or some responsibilities that bear on the problem. There's a division on science and technology at External Affairs; there's a division on energy and nuclear matters, which Mr. Smith is with; and there's a division that coordinates our efforts to prepare for the annual economic summit.

This issue of dumping has been one of the elements front and centre in the preparations for this process. While I'm not a scientist, there are several people who work in my shop—

[Translation]

determine whether or not the water in the swimming pool contains enough chlorine. Is there some mechanism that we could use to analyze the water in the high seas?

M. Smith: Oui, la technologie existe. Bien sûr, aucune activité scientifique ne pourra nous donner des garanties parfaites, mais la communauté internationale est raisonnablement sûre d'avoir la technologie nécessaire. Lorsque celle-ci n'existe pas, il faut l'inventer.

Nous sommes assez sûrs de pouvoir faire une bonne évaluation du risque associé aux matériaux immergés, mais j'anticipe sur les résultats de notre évaluation dont le rapport sera rendu public à la fin de l'année.

Mr. Lopez: Which country has this technology?

M. Smith: Eh bien, le Canada a cette technologie. Nous avons déjà mentionné le rapport qui avait été fait ici et divers centres qui existent au Canada, en plus d'Énergie atomique du Canada. Les Américains l'ont, c'est évident. Les Norvégiens ont fait des progrès importants dans ce domaine, pour des raisons évidentes. Je pense qu'à l'échelle internationale, il y a un large fonds de technologie dans lequel nous pouvons puiser. C'est bien sûr ce qui fait la force de l'AIEA à Vienne: elle a le concours de la communauté internationale; il n'y a pas juste un pays qui s'occupe de cette question.

Mr. Lopez: Thank you.

Le président: Qu'obtient-on en échange d'une garantie de 100 ans si le conteneur se détériore? Obtiendra-t-on un nouveau conteneur?

M. Smith: Je ne me fie pas aux garanties de 100 ans. Cela n'a aucune importance pour nous. Nous ferons notre propre évaluation.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Je suis un peu curieux de savoir pourquoi on a confié à un sous-ministre adjoint du Secteur de la politique économique et de la compétitivité du commerce la responsabilité des questions environnementales dans l'Arctique. Pouvez-vous me dire ce que...

M. Carin: C'était dans une autre vie, monsieur. Parmi mes divisions...

M. Axworthy: Je ne veux pas vous confesser. Ce qui m'intéresse davantage c'est la façon dont le ministère des Affaires extérieures traite la question de notre environnement arctique et le problème général de la technologie nucléaire. J'aimerais simplement savoir pourquoi cette question relève de votre secteur et pourquoi c'est vous qui répondez à nos questions.

M. Carin: Je suis responsable de trois divisions différentes qui, dans une certaine mesure, ont des connaissances ou des responsabilités relatives à ce problème. Il y a la Direction des sciences et de la technologie; la Direction de l'énergie et des affaires nucléaires, où travaille M. Smith; et il y a une direction chargée de coordonner la préparation du sommet économique annuel.

La question de l'immersion des déchets a été au coeur des préparations de ce processus. Je ne suis pas un scientifique, mais il y a plusieurs personnes qui travaillent pour moi...

[Texte]

Mr. Axworthy: I guess the point I want to come to is that we have over time dealt with serious issues dealing with circumpolar conference—arctic council—an attempt to find some new regimes for arrangements of environmental monitoring and control in the arctic area, which seems to be outside your auspices.

There's also been mention made of the possibility of using the Law of the Sea, if we ever get around to developing it.

Mr. Carin, I'm not putting the onus on you, but it doesn't strike me that this thing has much priority with the government or with the Department of External Affairs. It's kind of something that's happening, it will take reports, it will sort of respond, sort of on an as needs be basis—

Mr. Flis: Hear, hear.

Mr. Axworthy:—but in terms of seeing this as a very important and crucial priority, dealing with our arctic environment and the issues relating to our aboriginal people who live up there and the impact it may have on wildlife and fauna, it seems to me we are being very passive about it and that there isn't much of a thrust or energy or direction being given to this matter. That's the concern I want to raise with you.

Mr. Carin: I think there's been an assessment of the order of magnitudes of the various problems we have to deal with. Your question is whether or not we've given correct priority to the urgency of this.

• 1155

On the nuclear dimension, I think the judgment has been made—and again, it's based on various sources of advice on the scientific dimension—that in the nuclear domain the more severe problem is the Chernobyl problem: that there's a whole series of operating nuclear power reactors and the best priority decision the Canadian government can make is to work both multilaterally and bilaterally, where we have expertise, to improve the safety of those reactors so you don't have another Chernobyl incident. No one is going to say, look, scientifically this arctic dumping—and there's dumping in the Sea of Japan as well—is a non-problem. They are problems. But I think the judgment has been made that the priority effort, both in our scientific expertise and financially, is going to be on the power reactors and their continued safe operation, because they can't be closed down.

Mr. Axworthy: So you're saying in the allocation of your workload this doesn't have the same significance. But I do raise this issue, that, for example, I don't think we have done very much to try to update the Law of the Sea as a major convention that would come to grips... We have seen what's happened off our east coast with fish. Here's another issue where there's a major waste disposal problem that should be incorporated. It seems to me, flowing out of the Rio summit and other issues, what was once a very strong Canadian initiative to put some real rules, with some teeth to them...the Law of the Sea had a commission that could actually apply some sanctioning and so on to it. We've dropped the ball on this one. As you say, it's a fairly low level of priority and we're not really assuming it.

[Traduction]

M. Axworthy: En fait, ce que je veux dire, c'est qu'au fil des années nous nous sommes occupés des questions graves relatives à la conférence circumpolaire, au Conseil de l'Arctique, nous avons essayé de trouver des nouveaux régimes de surveillance et de contrôle environnementaux dans la région arctique, et cela semble être de votre ressort.

On a également mentionné la possibilité d'appliquer le droit de la mer, si jamais un jour il est rédigé.

Monsieur Carin, je ne vous blâme pas, mais je n'ai pas l'impression que cette question est d'une grande priorité pour le gouvernement ou pour le ministère des Affaires extérieures. Celui-ci semble dire qu'il se passe quelque chose, qu'il fera des rapports, qu'il répondra d'une façon ou d'une autre, au coup par coup. . .

M. Flis: Bravo.

M. Axworthy: . . .mais il ne semble pas juger que c'est une question très importante, cruciale même, pour notre environnement arctique, pour les peuples autochtones qui habitent dans cette région et pour la faune et la flore qui pourraient être touchées. Il me semble que nous sommes très passifs, et dans le traitement de cette question je ne décèle pas beaucoup d'énergie ni d'orientation. C'est de ce problème que je voudrais discuter avec vous.

M. Carin: Nous avons essayé d'évaluer l'ampleur des divers problèmes que nous devons régler. Vous demandez si nous avons accordé une priorité suffisante à ce problème étant donné son urgence.

Pour ce qui est du secteur nucléaire, nous avons estimé—en nous fondant sur l'avis de plusieurs scientifiques—que le problème le plus grave est le problème de Chernobyl: il y a de nombreux réacteurs nucléaires en service et la meilleure décision que pourrait prendre le gouvernement canadien en matière de priorités serait de collaborer à des mesures multilatérales et bilatérales, lorsque nous avons les compétences requises, pour améliorer la sécurité de ces réacteurs afin d'éviter que ne se produise un nouveau Chernobyl. Personne ne dira que la science a montré que l'immersion des déchets dans l'Arctique n'est pas un problème—il y a aussi des déchets immergés dans la mer du Japon. C'est un problème. Mais, étant donné nos compétences scientifiques et nos ressources financières, nous avons décidé que la priorité était d'assurer la sécurité de ces réacteurs nucléaires, puisqu'ils ne peuvent pas être déclassés.

M. Axworthy: Donc, vous nous dites que dans la gestion de votre charge de travail, cette question n'a pas la même importance. Je pense que nous n'avons pas fait grand-chose pour moderniser le droit de la mer qui est une convention importante qui pourrait être utilisée pour régler ce problème. Nous avons vu ce qui est arrivé au poisson au large de notre côte Est. Voilà un autre exemple grave d'immersion de déchets dont on devrait s'occuper. Il me semble, après le sommet de Rio, que le Canada s'est retiré de la partie alors qu'auparavant nous avions travaillé très fort pour faire établir des règles véritables, musclées. Il y avait une commission chargée de l'application du droit de la mer qui pouvait imposer des sanctions. Comme vous l'avez dit, nous n'avons pas vraiment accordé une grande priorité à cette question et nous n'assumons pas vraiment nos responsabilités.

[Text]

I question the assessment when you consider the importance to us of our own arctic region. It is ours. It's one area we have a very direct interest in and where at some time in the past we've taken some leadership in trying to get the circumpolar nations together. Secondly, because of the fragility and delicacy of the environment there. . .

So I'm not interested in feeling you out about Chernobyl. I'm just saying from a Canadian national-interest point of view I don't think we're giving this the attention it deserves.

Mr. Carin: I feel very uncomfortable. I disagree with you.

Mr. Axworthy: That's okay.

Mr. Carin: Partly it may be the inadequacy of our presentation. A series of efforts are under way in various departments where they have people involved in monitoring and assessment activities. Fisheries and Oceans, Indian and Northern Affairs, National Defence, all have people working on these various elements. I would disagree with you on whether or not this is the time to say, okay, we're now going to devote legal resources, technical resources, and salvage resources to the issue, because we're at too early a point.

The Russians have just become forthcoming, as has been indicated. We still don't have an assessment from their perspective on where they've put the stuff. Until we get an international evaluation of what to do with all this stuff, it's premature to start coming up with financial, engineering, or legal approaches.

I would think the profile of this issue and the priority it's given will appear to be much higher next year. But it's not because somebody's made a normative decision saying this is not an important problem. It's just that we're not at the point where we know enough yet. I believe the resources the international community is applying to this particular problem are appropriate. We're trying to find out where the stuff is and what condition it's in and have the appropriate scientific advice given to us. Then I think you'll find much more priority given to actual actions.

• 1200

About issues such as putting together conventions that have teeth in them, we have one admitted culprit who is now being open and forthcoming. So the notion of determining sanctions doesn't appear appropriate to me.

But I think I'm straying, Mr. Chairman, from my competence into personal opinion.

The Chairman: Interesting, though.

Mr. Axworthy: I appreciate those judgments.

I want to come back to this timing question. You say it may be premature to make any judgments, because you don't have full scientific evidence or disclosure at this time. What I'm not convinced of at this stage is that we have our own game plan worked out vis-à-vis the Russians in particular, about how we want to deal with it. I put the question back to you about the appropriateness of Canada in particular saying that Chernobyl is the issue. No doubt it's a serious issue, but there are lots of

[Translation]

Je me demande quelle est la valeur de l'évaluation étant donné l'importance qu'a pour nous notre région de l'Arctique. C'est à nous. C'est une région où nous avons des intérêts directs et où, dans le passé, nous avons pris l'initiative pour essayer de réunir les nations circumpolaires. Deuxièmement, étant donné la fragilité et la vulnérabilité de cet environnement. . .

Donc, peu m'importe ce que vous pensez de Chernobyl. Je dis simplement que compte tenu de notre intérêt national, je pense que nous n'accordons pas à cette question l'attention qu'elle mérite.

M. Carin: Je suis très mal à l'aise. Je ne suis pas d'accord avec vous.

M. Axworthy: Ce n'est pas grave.

M. Carin: Peut-être que notre exposé est insuffisant. Plusieurs ministères ont des activités de surveillance et d'évaluation. Pêches et Océans, Affaires indiennes et du Nord, Défense nationale, tous ces ministères ont des fonctionnaires qui s'occupent de divers éléments. Je ne suis pas d'accord avec vous pour dire qu'il est temps de consacrer nos ressources juridiques et techniques à cette question et de mettre en oeuvre nos moyens de récupération, car il est trop tôt.

Les Russes commencent tout juste à fournir des renseignements, comme nous l'avons déjà dit. Ils ne nous ont pas encore dit où ils pensent avoir immergé ces matières. Tant que nous n'aurons pas, à l'échelle internationale, une évaluation des solutions possibles, il sera prématuré de mettre en oeuvre des ressources financières, techniques ou juridiques.

Je pense que l'an prochain vous verrez beaucoup mieux l'importance que l'on attache à cette question. Ce n'est pas parce que quelqu'un a décidé arbitrairement que ce n'est pas un problème important. C'est tout simplement que nous n'avons pas encore assez de données. Je crois que les ressources que la communauté internationale consacre à ce problème sont suffisantes. Nous essayons de localiser ces matières, de déterminer dans quel état elles se trouvent et d'obtenir de bons conseils scientifiques. Vous verrez, je pense, que lorsque nous serons prêts à agir cette question recevra une plus grande priorité.

Quant à la mise en place de conventions efficaces, il y a un coupable déclaré qui agit désormais de façon franche et transparente. C'est pourquoi l'idée de prévoir des sanctions ne me semble guère judicieuse.

Mais je m'écarte, monsieur le président, de mon champ de compétence pour me livrer à des opinions personnelles.

Le président: C'est fort intéressant.

M. Axworthy: Je vous remercie de nous faire part de vos idées.

Je voudrais revenir à la question du moment choisi. Vous dites qu'il est peut-être prématuré de porter des jugements car vous n'avez pas en main pour le moment toutes les preuves scientifiques voulues. Je ne suis pas convaincu pour le moment que nous avons élaboré une stratégie à l'égard des Russes notamment, quant à la façon dont nous voulons régler le problème. Je vous retourne la question au sujet de l'opportunité pour le Canada de déclarer que Chernobyl est au coeur du

[Texte]

other countries that are concerned. The Germans are involved with it, the Americans are, and so on. Shouldn't this be our issue, where we are dealing directly with the Russians on it?

When you mentioned you are the official responsible for the matter in the department but couldn't tell us whether or not this was on the agenda in the Moscow meetings that took place just this last week, I found it surprising, frankly. It struck me that it wasn't important enough to raise, or if it was important enough, somehow you and your colleagues were not being asked to put together propositions on how we could assist the Russians, work with them, deal with them. I think we've really put into limbo the whole development of circumpolar arctic arrangements that would bring together the countries surrounding the Arctic Ocean to deal with these matters in a multilateral way in our own particular region. We really have slowed down and in fact are putting that issue on the sidelines. It would seem to me here is an issue in particular that could galvanize or act as a catalyst for that.

Mr. Carin: My difficulty is I can't imagine what additional initiatives we might take, beyond our full engagement in the various multilateral processes we have under way.

Mr. Axworthy: This is really more of an information question. When you say you can't imagine what more you could do, what kind of serious discussions or exchanges have you had with different environmental groups in this country to ask them that question? Is that their opinion too, as far as you know?

Mr. Carin: Until we have some information on what the extent of the problem is, it would be premature. Of course once this report is out there will be some widespread discussion of what should be done, not only in this country. And it will not be limited to the scientific departments. But until somebody tells you, look, here's what the problem is, here are the sites, here's what has been put in there, here are the sorts of containers they've been put in, I'm not sure it would be productive to engage in a—

Mr. Axworthy: When is this report going to be ready?

Mr. Carin: We have the report in Russian, and I believe we should have it translated within a week.

Mr. Axworthy: So we are ready to take action as soon as you get the report. Have you set up a consultative process? Is there a game plan for how to deal with this report? If you have possession of it, presumably there's now a game plan for what to do with it.

Mr. Carin: I have to admit I haven't read the report. I can't read Russian. When we read the report we'll put together a game plan.

Mr. Smith: I can understand your feeling of frustration as you sit and listen to what is going on. The fundamental approach Canada has taken in this respect is to work with other nations, not to try to do something on a bilateral, one-on-one

[Traduction]

problème. Il s'agit de toute évidence d'un problème grave, mais bon nombre d'autres pays sont touchés. Les Allemands sont en cause, les Américains aussi, etc. Ne devrions-nous pas nous attacher à ce problème lorsque nous traitons directement avec les Russes de cette question?

Lorsque vous avez dit que vous êtes le haut fonctionnaire responsable de ce dossier au ministère mais que vous ne pouviez pas nous dire si cette question était ou non à l'ordre du jour des réunions qui ont eu lieu à Moscou la semaine dernière, cela m'a vraiment surpris. Je suis surpris de voir que cette question n'a pas été jugée suffisamment importante pour être soulevée, ou si elle l'était, on ne vous a pas demandé, à vos collègues et vous, d'élaborer des propositions sur la façon dont le Canada pourrait aider les Russes, collaborer avec eux et traiter avec eux. Je pense que nous avons vraiment mis en veilleuse toute l'élaboration des ententes sur l'Arctique circumpolaire qui permettraient de réunir les pays qui bornent l'Arctique pour examiner ces questions dans le cadre de discussions multilatérales dans notre région. En fait, les choses tournent au ralenti dans ce domaine et nous avons relégué la question au second plan. Il s'agit à mon avis d'un dossier susceptible d'animer le débat ou de servir de catalyseur à cette fin.

M. Carin: Le problème, c'est que je ne vois pas quelles autres initiatives nous pourrions prendre, outre notre engagement sans réserve à l'égard des diverses discussions multilatérales en cours.

M. Axworthy: Ma question suivante est plutôt une demande d'information. Lorsque vous dites que vous ne voyez pas ce que vous pourriez faire de plus, quels discussions ou échanges sérieux avez-vous eus avec les divers groupes environnementaux du Canada en vue de leur poser la question? Est-ce également leur opinion, pour autant que vous le sachiez?

M. Carin: Il serait prématuré de prendre une décision tant que nous ne disposerons pas de renseignements sur l'étendue du problème. Bien sûr, lorsque ce rapport sera publié, il y aura un débat approfondi sur les mesures à prendre, non seulement dans notre pays. Les initiatives ne se limiteront pas non plus aux secteurs scientifiques. Mais tant que quelqu'un ne vous dira pas: regardez, voilà la source du problème, voilà les sites, voilà ce qu'on a immergé ici, voilà le genre de conteneurs qui ont été immergés, je pense qu'il serait inutile de se livrer à . . .

M. Axworthy: Quand le rapport sera-t-il prêt?

M. Carin: Nous avons la version du rapport en russe et, sauf erreur, il devrait être traduit d'ici une semaine.

M. Axworthy: Nous sommes donc prêts à intervenir dès que vous recevrez le rapport. Avez-vous mis sur pied un processus de consultation? Avez-vous élaboré une stratégie quant à la suite à donner à ce rapport? Si vous l'avez en main, vous avez sans doute conçu une stratégie pour la suite à y donner.

M. Carin: Je dois admettre que je n'ai pas lu le rapport. Je ne comprends pas le russe. Lorsque nous le lirons, nous préparerons une stratégie.

M. Smith: Je peux comprendre votre frustration lorsque vous êtes là assis à écouter ce qui se passe. L'approche fondamentale qu'a prise le Canada à cet égard est de collaborer avec les autres pays, et non d'essayer de régler la question par

[Text]

basis with Russia but to work in a pool. We established the International Atomic Energy Agency some time back as being the forum through which we will address these kinds of difficulties. We have worked fairly extensively within the London Convention, and through that, to charge international groups of experts—they're the best we can find—to provide good consulting and good advice on what should be done.

• 1205

I would caution this group and other groups about looking at the Yablokov report as being the answer to all our questions. As I mentioned earlier, it will tell us what has been deposited where, but it will not tell us the risk associated with it.

In that sense, we have to assess the risk. There are many in this world who will say the best place to put this radioactive material is in fact at the bottom of the ocean. There are some arguments for that from a technical standpoint. From a personal acceptance standpoint, the idea of putting radioactive waste there is perhaps questionable.

You speak of our game plan. Our game plan is to work in international fora through the various organizations we've already established ourselves with, working closely in providing our resources to assist in that program.

The Chairman: When you have that translated, could we have a copy of it, and would you please also send it to the environment committee? The two committees should probably be charged with that issue. Send it to the clerks in both cases, please, Mr. Carin.

Mr. McLean (Waterloo): I'd like to clarify something for my own thinking. In light of the fact that the Russians and the Soviet Union have clearly ignored international obligations and for decades violated the ban on dumping without our knowing about it, what can we do to strengthen verification of these agreements? I understand we're working together and we're sharing information, but what can we do?

Here we have an agreement. How do we go about strengthening the verification? Is there a plan to amend these agreements to provide for monitoring in a more specific way, other than just by the UN agencies, which have a general overview, to have for the future some kind of sanction, so there'd be some sense of confidence that we know what's going on and some penalty is involved?

Mr. Carin: I'm not sure I can answer the question. My presumption would be that there are going to be ongoing monitoring activities. The eight signatories we referred to—this Finnish initiative has a monitoring program and a surveillance program. We have various scientists and various institutions involved in that.

About whether or not the International Atomic Energy Agency will have one, I don't know the answer. My presumption would be they would.

[Translation]

la voie bilatérale, dans le cadre de discussions en seul à seul avec la Russie. Nous avons opté pour le travail en commun. Nous avons créé il y a quelque temps l'Agence internationale de l'énergie atomique pour qu'elle serve de tribune où nous pouvons aborder tous ces problèmes. Nous avons fait de gros efforts dans le cadre de la Convention de Londres et, en vertu de celle-ci, nous avons demandé à des groupes d'experts internationaux—ce sont les meilleurs que nous ayons pu trouver—de nous fournir de bons conseils sur les mesures à prendre.

Une petite mise en garde au comité et à d'autres groupes: il ne faudrait pas considérer le rapport Yablokov comme une panacée. Je le répète, ce rapport nous indiquera quels déchets ont été déposés et où, mais il ne nous apprendra rien sur les risques que cela pose.

Pour cette raison, c'est à nous d'évaluer le risque. Bien des gens dans le monde diront que le fond de l'océan est le meilleur endroit pour entreposer ces matériaux radioactifs. Cet argument se défend du point de vue technique. Pour ce qui est des particuliers, toutefois, l'idée de rejeter les déchets radioactifs dans l'océan n'est pas toujours très bien reçue.

Vous parlez de notre stratégie. Elle consiste à mener des activités dans les tribunes internationales et par l'entremise des divers organismes avec lesquels nous avons déjà collaboré étroitement en mettant nos ressources à leur disposition pour contribuer à l'application du programme.

Le président: Lorsque le rapport sera traduit, pourriez-vous nous en faire parvenir un exemplaire ainsi qu'au Comité de l'environnement? Les deux comités seront sans doute saisis de ce dossier. Veuillez le faire parvenir aux greffiers des deux comités, monsieur Carin.

M. McLean (Waterloo): J'aimerais obtenir une explication pour ma propre gouverne. Étant donné que les Russes et l'Union soviétique ont manifestement passé outre à leurs obligations internationales et, pendant des décennies et à notre insu, enfreint l'interdiction visant l'immersion des déchets, que pouvons-nous faire pour accroître les mesures de contrôle du respect de ces accords? Je crois comprendre que nous travaillons en collaboration et échangeons des renseignements, mais que pouvons-nous faire?

Un accord a été conclu. Que pouvons-nous faire pour renforcer les mesures de vérification? Existe-t-il un plan en vue de modifier ces accords pour prévoir des mesures de contrôle plus précises, autres que par l'entremise des organismes de l'ONU, lesquels ont une vue d'ensemble, de façon à prévoir à l'avenir un système de sanctions? Nous pourrions ainsi être rassurés si nous savions ce qui se passe et que certains encourent des sanctions.

M. Carin: Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à cette question. Je suppose qu'il y aura des activités de contrôle permanentes. Les huit pays signataires dont nous avons parlé... cette initiative de la Finlande prévoit un programme de contrôle et de surveillance. Divers scientifiques et diverses institutions y participent.

Quant à savoir si l'Agence internationale de l'énergie atomique appliquera un tel programme, je n'en sais rien. Je suppose que oui.

[Texte]

Mr. Smith: I would like to comment on this idea that we would all like to have that police force out there, going and checking what each of us is doing. This is a very difficult one to deal with even as we contemplate right now «the nuclear safety» aspect, where there is concern that we should watch what the other fellow's doing and how he operates his power reactor.

By definition, and with our support, we are avoiding this concept of providing a police force, because a police force automatically has something opposite to that. Our approach is to have transparency and to have voluntary participation in these events. I think that's the essence even of this London convention, where you have to develop the trust and commitment to the government, which of course we didn't have from before—and even the doubts we had then are now being confirmed.

Mr. McLean: I will turn from dumping to testing, which is not unrelated. The Clinton administration is actively considering a number of approaches to the testing issue. One is the idea of amending the partial test ban treaty to make it comprehensive. Last week *The New York Times* in a lead editorial endorsed this approach. Canada has been somewhat cool to this idea. I wonder if we are reviewing this. Part and parcel of the whole question of this issue is where we stand on the future; testing and cleaning up what's behind us, but also where we're going in the future.

Mr. Carin: I'm sorry, sir. I'm not the official at External. You'd have to get somebody from the I branch. I was brought here because of my connection on the environmental and energy side, not on the security side.

• 1210

The Chairman: The order of reference was really meant to be dumping and not so much testing. But we'll leave it there.

Mrs. Stewart.

Mrs. Stewart (Northumberland): On the news this morning I heard a report about the fact that there are 3,000 tonnes of mustard gas at the bottom of the Sea of Japan and that also nuclear waste has been dumped on the bottom of the Sea of Japan. They were saying that the integrity of the containers is a serious concern.

Was that information part of the Yablokov report?

Mr. Carin: Not the mustard gas. The other part was. I understand that the Yablokov report was dealing basically with the operation of nuclear submarines, the reactors and the effluent from refuelling. On the nuclear side, to which I understand the Yablokov report is limited, he did refer to the Sea of Japan. But he didn't have anything to do with the mustard gas business.

Mrs. Stewart: Do you know where the mustard gas reports are emanating from? When we're talking about the integrity of containers, I would think that report should provoke a lot of concern about nuclear waste.

[Traduction]

M. Smith: Je voudrais faire une observation sur l'idée qu'il serait souhaitable de compter sur ce service de police pour aller sur place et vérifier les activités de chacun d'entre nous. C'est toutefois très difficile à faire même à une époque où nous envisageons l'aspect de «la sécurité nucléaire», car l'idée de se surveiller les uns les autres et de vérifier comment chacun exploite son réacteur nucléaire est préoccupante.

Par définition—et c'est un principe que nous défendons— nous évitons l'idée de recourir à un service de police, car celui-ci suscite automatiquement une réaction inverse. Notre approche est plutôt fondée sur la transparence et la participation volontaire à ces initiatives. Je pense que c'est le fondement même de cette convention de Londres, où il faut gagner la confiance et l'engagement du gouvernement—ce qui n'existait pas auparavant—et même les doutes que nous avons alors sont en train de se confirmer.

M. McLean: Je voudrais passer de l'immersion aux essais, car il y a un rapport entre les deux. L'administration Clinton envisage sérieusement diverses façons d'aborder la question des essais. D'une part, elle propose de modifier le traité sur l'interdiction partielle des essais pour la rendre globale. La semaine dernière, un éditorial paru dans *The New York Times* appuyait cette démarche. Le Canada est plutôt sceptique. Je me demande si nous examinons la question. Notre orientation future fait partie intégrante de tout ce débat; il ne faut pas seulement se pencher sur la question des essais et des remèdes apportés aux problèmes du passé, mais également sur notre orientation future.

M. Carin: Je regrette, monsieur. Je ne suis pas le responsable officiel de ce dossier aux Affaires extérieures. Il vous faudra convoquer quelqu'un qui appartient à cette direction. J'ai été appelé à témoigner devant le comité parce que je m'occupe des questions relatives à l'environnement et à l'énergie, mais pas à la sécurité.

Le président: Notre ordre de renvoi portait davantage sur l'immersion des déchets que sur les essais. Mais restons-en là.

Madame Stewart.

Mme Stewart (Northumberland): Aux nouvelles ce matin, j'ai entendu dire qu'il y a 3 000 tonnes de gaz moutarde au fond de la mer du Japon, où l'on a également immergé des déchets nucléaires. Le journaliste disait que l'état des conteneurs était très préoccupant.

Ce renseignement était-il inclus dans le rapport Yablokov?

M. Carin: Pas pour le gaz moutarde. Par contre, il est question des déchets nucléaires. Sauf erreur, le rapport Yablokov traitait fondamentalement de l'exploitation de sous-marins nucléaires, des réacteurs et des effluents provenant du ravitaillement. Pour ce qui est des déchets nucléaires, sur lesquels se concentre le rapport Yablokov, d'après mes renseignements, il est effectivement question de la mer du Japon. Mais aucune mention n'est faite du problème du gaz moutarde.

Mme Stewart: Savez-vous d'où viennent ces rapports sur le gaz moutarde? Lorsque nous parlons de l'état des conteneurs, je suppose que ce rapport va susciter de nombreuses préoccupations au sujet des déchets nucléaires.

[Text]

Mr. Smith: To my knowledge, there'd be no connection between one and the other. I don't think one is—

Mrs. Stewart: Do you know where those reports on the mustard gas have emanated from?

Mr. Smith: You've just told me. I don't know.

Mrs. Stewart: Secondly, I wonder if you could tell me the scientific reason why it is safe to dump nuclear waste, low-level or whatever, at 3,000 metres but not at 300 metres.

Mr. Smith: I'm not an expert on the subject, so it will be part background and part conjecture on my part based on the evidence we have to date. Of course, the deeper the water, the farther you are away from radiation. As I mentioned earlier, the way in which to protect people around the spent fuel, for example, is to put it in a pool of water. It's a conventional way to provide the protection.

Mrs. Stewart: I'm not a scientist either, but I know that there are currents at all kinds of different levels, and 3,000 metres is not a very great distance when you talk about distances worldwide. But you don't have an answer to my question.

Mr. Smith: As I said, we are still trying to assess, of course, the integrity of the containers that have been deposited there. The evidence to date and the monitoring that has been done to date, as close as we can get to the containers, shows no increase in the level of radioactivity around these deposit sites. That is today. For the future, we are doing assessments.

Mrs. Stewart: You said that Canada has the technology to make assessments and monitor the situation. Is Canadian technology specifically used to measure that? Do we go out in submarines or something and do our own testing with our technology? How do we use our technology?

Mr. Smith: The access to the area that's in question right now of course has been quite limited until now. The cruise that was undertaken last year by a joint Norwegian-Russian endeavour is a bilateral approach, but the samples taken from there are being dealt with on a multinational basis. In fact, we have several laboratories within Canada, in Calgary and in Dartmouth. The Bedford Institute of Oceanography is participating to a large extent. In fact, one of our people from there is chairing one of the international groups that is doing the assessing and running of the program in terms of support to the IAEA, and in fact supplementing the Norwegian-Russian endeavour.

So it's quite a network that we have in place right now supplementing it and doing it on an international basis.

Mrs. Stewart: So we don't actually go to sites with our technology. We do analyses in labs and—

Mr. Smith: That is correct. We're playing to our strengths.

Mrs. Stewart: Are the test sites only those in the Arctic? You handed out—

Mr. Smith: No, they're not test sites. They're dump sites.

[Translation]

M. Smith: À ma connaissance, il n'y a aucun rapport entre les deux. Je ne pense pas que. . .

Mme Stewart: Savez-vous d'où proviennent ces rapports sur le gaz moutarde?

M. Smith: Vous venez de me poser la même question. Je n'en sais rien.

Mme Stewart: En second lieu, pourriez-vous me dire pour quelles raisons d'ordre scientifique il est plus sûr d'immerger les déchets nucléaires, à faible teneur ou autre, à 3 000 mètres de profondeur qu'à 300 mètres.

M. Smith: Je ne suis pas un spécialiste en la matière et ma réponse sera fondée en partie sur mon expérience et en partie sur des hypothèses, d'après les preuves dont nous disposons jusqu'ici. Bien entendu, plus l'eau est profonde, plus on est loin des radiations. Comme je l'ai dit plus tôt, pour protéger les gens contre les dangers du combustible irradié, par exemple, il faut immerger celui-ci dans un bassin d'eau. C'est une façon classique d'assurer cette protection.

Mme Stewart: Je ne suis pas scientifique non plus, mais je sais qu'il y a des courants et toutes sortes de niveaux différents, et qu'une profondeur de 3 000 mètres n'est pas énorme lorsqu'on la compare aux distances entre diverses régions du monde. Mais vous ne pouvez pas répondre à ma question.

M. Smith: Je le répète, nous essayons encore d'évaluer l'état des conteneurs qui ont été immergés dans cette région. Les preuves recueillies et les contrôles effectués jusqu'ici, en nous approchant au maximum des conteneurs, n'indiquent aucune hausse du taux de radioactivité autour des sites d'immersion. C'est valable aujourd'hui. Quant à l'avenir, nous faisons des évaluations.

Mme Stewart: Vous avez dit que le Canada a la technologie voulue pour faire ces évaluations et contrôler la situation. La technologie canadienne sert-elle précisément à cela? Faisons-nous des sorties en sous-marins ou autres et effectuons-nous nos propres essais grâce à notre technologie? Comment l'utilisons-nous?

M. Smith: Bien sûr, l'accès au secteur en question a été assez restreint jusqu'ici. La sortie en mer entreprise l'an dernier dans le cadre d'un projet conjoint Norvège-Russie est une initiative bilatérale, mais les échantillons prélevés du secteur font l'objet d'une analyse au niveau multinational. En fait, nous avons plusieurs laboratoires au Canada, à Calgary et à Dartmouth. L'Institut d'océanographie de Bedford participe à ce projet dans une grande mesure. En fait, l'un de nos représentants à l'institut préside l'un des groupes internationaux qui fait les évaluations et gère le programme dans le cadre du soutien accordé à l'AIEA, ce qui s'ajoute à l'initiative russo-norvégienne.

Nous disposons donc actuellement de tout un réseau qui participe conjointement à ces initiatives au niveau international.

Mme Stewart: Nous n'utilisons donc pas notre technologie pour nous rendre sur les sites d'immersion. Nous faisons des analyses en laboratoire et. . .

M. Smith: C'est exact. Nous utilisons nos atouts.

Mme Stewart: Les sites d'essais se trouvent-ils uniquement dans l'Arctique? Vous avez distribué. . .

M. Smith: Non, il n'y a pas de sites d'essais. Ce sont des sites d'immersion.

[Texte]

Mrs. Stewart: Well, that's what I meant. Dump sites where you're doing the tests, taking samples.

Mr. Smith: They're taking samples, yes.

Mrs. Stewart: In the Arctic.

Mr. Smith: And monitoring the environment.

Mrs. Stewart: The map you handed out showed that there obviously are a lot of sites where the U.S. must have been dumping. Who monitors those sites and who checks their integrity? They're all over the coast of North America, off the coast of Alaska.

Mr. Smith: I apologize. I can't answer your question. I could find out and let you know.

• 1215

The Chairman: That's a good answer.

I have no further questioners. We'll thank our witnesses at this point, and indicate that we will be awaiting what they're going to send us.

I will be making sure that the environment committee knows you're going to send it to them too, because I'm sure they'll want to be up to speed on this.

We will probably be in touch with you again, because this is an issue we've followed before and are likely to stay pretty close to.

With that, the committee stands adjourned until 3:30 p.m.

[Traduction]

Mme Stewart: C'est ce que je voulais dire. Je parlais des sites d'immersion où vous faites les essais et prélever des échantillons.

M. Smith: En effet, ils prélèvent des échantillons.

Mme Stewart: Dans l'Arctique.

M. Smith: Et surveillent l'environnement.

Mme Stewart: La carte que vous avez distribuée indique qu'il y a manifestement un grand nombre de sites où les États-Unis ont immergé leurs déchets. Qui contrôle ces sites et qui vérifie l'état des conteneurs? Il y en a tout le long de la côte de l'Amérique du Nord, au large de la côte de l'Alaska.

M. Smith: Je ne peux pas répondre à votre question, et je m'en excuse. Je pourrais le vérifier et vous en informer.

Le président: C'est une bonne réponse.

Les membres du comité n'ont plus de questions à poser. Nous allons maintenant remercier nos témoins et leur rappeler que nous attendons les documents qu'ils doivent nous faire parvenir.

Je vais faire le nécessaire pour que le Comité de l'environnement sache que vous allez lui faire parvenir ce document également, car je suis certain qu'il tient à être tenu au courant de cette question.

Nous communiquerons sans doute de nouveau avec vous, car c'est un dossier sur lequel nous nous sommes déjà penchés par le passé et, selon toute vraisemblance, nous continuerons d'y accorder une grande attention.

Sur ce, la séance est levée jusqu'à 15h30.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré—Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non—livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré—Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of External Affairs:

**Barry Carin, Assistant Deputy Minister, Economic Policy and
Trade Competitiveness**

Ian Smith, Energy and Nuclear Affairs Division

TÉMOINS

Du ministère des Affaires étrangères:

**Barry Carin, sous—ministre adjoint, secteur de la politique écono-
mique et de la compétitivité du commerce**

Ian Smith, direction de l'énergie et des affaires nucléaires

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9